



## **CONSEIL DE COMMUNAUTE VENDREDI 09 DÉCEMBRE 2022**

L'an deux mille vingt deux, le neuf décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

### **Présents**

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénaïc, BODENEZ Guillaume, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, LANGUENOU Céline, MEVEL Stéphanie, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LE ROY Christine, NOWAK Carine

### **Secrétaire de séance**

CORRE Michel

### **Excusés**

GUILLORÉ Alexandra (pouvoir à LECLERC Patrick)  
POUPON Julien (pouvoir à QUENTRIC-BOWMAN Morgane)  
RIOU Michel (pouvoir à YVINEC Odile)  
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)  
CORNEC Elodie (pouvoir à BLANDIN Lénaïc)  
HERVOIR Stéphane (pouvoir à LANGUENOU Céline)  
LENUE Françoise (pouvoir à LE SAUX Jean-Luc)  
ROULLEAUX David (pouvoir à CORRE Michel)  
SOUN Véronique (pouvoir à TANGUY Anne)  
LEON Jean-Jacques (pouvoir à LE ROY Christine)

### **Absents**

BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, NICOLAS Angélique, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle

Conseil de Communauté du 9 décembre 2022  
Délibération n°DCC2022\_178

<b>Objet</b>	<b>Intégration de budgets annexes au budget principal</b>
Rapporteur	Frédéric KERLAN
Service	Service Finances
Thème	Finances

Frédéric KERLAN donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ DES MOTIFS :**

Suite aux observations du contrôle de légalité sur les budgets annexes et après échanges avec le conseiller aux décideurs locaux et le comptable public, il est proposé au Conseil de Communauté de rationaliser l'utilisation des budgets annexes en se limitant aux obligations imposées par la réglementation.

A ce titre, la réglementation impose un budget annexe pour la gestion des services et activités suivants :

- services publics industriels et commerciaux (SPIC) : eau, assainissement, réseau de chaleur, photovoltaïque
- les opérations d'aménagement de zones économiques
- les opérations de lotissements destinés à la vente
- les établissements et services publics sociaux et médicaux-sociaux tels que le clic

Le passage à la M57 au 1<sup>er</sup> janvier prochain, couplé à la mise en place d'un règlement budgétaire et financier formalisant les modalités de préparation, de suivi et de gestion budgétaire ; l'ajustement de la structure budgétaire sous le pilotage de l'analyste financier intégrant les notions de services destinataires et d'antennes de gestion pour chacune des lignes budgétaires ; le souhait d'améliorer au mieux la lisibilité budgétaire, sont autant d'éléments qui constituent l'occasion de s'interroger sur la pertinence de l'existence des différents budgets annexes de la Communauté, créés au fil du temps et lorsque les outils d'analyse budgétaire plus performants et désormais utilisés par la Communauté n'existaient pas.

• **Les budgets annexes « Eau » et « Eau DSP avant transfert »**

La Communauté a fait l'objet en mars dernier d'observations du service de contrôle de légalité quant à l'existence de deux budgets annexes associés à l'exercice de la même compétence « eau potable », la jurisprudence récente interdisant désormais l'ouverture de plusieurs budgets annexes pour suivre l'exécution d'une seule et même compétence, suivant en cela le principe d'unité budgétaire.

Il convient ainsi de fusionner les deux budgets annexes « Eau » et « Eau DSP avant transfert » en un seul « Eau », et ceci dès 2023, tout en continuant d'identifier et d'isoler les opérations relevant du territoire d'Eau du Ponant des autres (Veolia) via des antennes de gestion spécifiques.

Par contre, il est toujours nécessaire de conserver un budget annexe pour cette compétence, dans la mesure où une partie de celle-ci continue d'être gérée en direct par la Communauté (les investissements intéressant Hanvec).

• **Le budget annexe « Moulin Mer »**

Pour « Moulin Mer », cette activité d'une part, ne relève pas du champ de la TVA et peut tout à fait, d'autre part, au même titre que d'autres activités comme Aqualorn, relever du budget principal.

Aussi, le logiciel de gestion financière permettant d'identifier et d'isoler via une antenne de gestion les dépenses et les recettes relevant de cette activité, il est proposé, comme la réglementation l'autorise, d'intégrer cette activité au budget principal 2023, et de supprimer ainsi ce budget annexe.

- **Le budget annexe « Action économique »**

Le budget annexe « Action économique » regroupe pour mémoire l'ensemble des crédits et opérations intéressant les bâtiments économiques de la Communauté, ainsi que toutes les écritures et opérations relevant d'un aménagement de zones d'activités, auparavant identifiées dans un budget spécifique et rassemblées en 2009 en un seul budget annexe à la demande du comptable de l'époque.

Or, il s'avère que seules les écritures relevant d'une opération d'aménagement de zones d'activités doivent relever d'un budget annexe, les écritures et opérations intéressant les bâtiments économiques pouvant tout à fait être intégrées au budget principal de la Communauté, chacun des bâtiments étant identifié par une antenne de gestion propre.

Par ailleurs, pour mémoire, le libellé « Action économique » prête à confusion, dans la mesure où la plupart des crédits destinés à l'action économique (aides aux agriculteurs, aux commerces...) sont inscrits au budget principal (car ne relevant pas du champ de la TVA), et non sur ce budget annexe.

Les dépenses et recettes intéressant les bâtiments économiques de la Communauté destinés à la location doivent être gérées en HT, car ils sont soumis à TVA.

Désormais, le logiciel de gestion financière permet d'identifier via des antennes de gestion chacun des bâtiments économiques et ainsi toutes les dépenses et recettes associées, mais également de gérer des lignes en HT ou TTC sur un seul et même budget.

Aussi, à l'instar de ce qui est proposé pour le budget Moulin Mer, il est proposé, dès l'adoption du budget primitif 2023, et cela en accord avec le comptable et le conseiller aux décideurs locaux, d'intégrer au budget principal de la Communauté tous les crédits relevant jusqu'alors de ce budget annexe, et de supprimer ainsi ce dernier.

La réduction du nombre de budgets annexes (8 actuellement) aurait de nombreux d'avantages :

- Meilleure lisibilité budgétaire, conforme au principe de l'unité budgétaire
- Réduction du volume et du nombre des documents budgétaires (BP, CA, DM), des décisions et des délibérations
- Réduction du volume et du nombre de flux et d'écritures inter-budgets (refacturation, subvention d'équilibre...)
- Simplification et meilleure lisibilité des analyses budgétaires

## **DÉLIBÉRATION:**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas,

Vu l'avis favorable du Comptable public et du Conseiller aux décideurs locaux,

Vu l'avis favorable de la Commission Ressources du 25 novembre 2022

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 8 novembre 2022

### **Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article 1 :** Décide la fusion des deux budgets annexes « Eau » et « Eau DSP avant transfert » en un seul et même budget annexe « EAU » ;

**Article 2 :** Dit que le budget annexe n° 18-615 « Eau DSP en cours » est désormais dénommé « Eau » et a vocation à individualiser l'ensemble des opérations budgétaires et comptables de la Communauté intéressant exercice de sa compétence « eau potable » ;

**Article 3 :** Dit que ledit budget annexe est administré suivant l'instruction budgétaire et comptable applicable aux SPIC (M49) ;

**Article 4 :** Dit que ledit budget annexe est assujetti à la TVA ;

**Article 5 :** Décide la suppression du budget annexe « Moulin Mer » et l'intégration au budget principal de la Communauté de toutes les dépenses et recettes relevant jusqu'alors de ce budget ;

**Article 6 :** Décide en conséquence la clôture du budget annexe « Moulin Mer » au 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;

**Article 7 :** Dit que l'ensemble des opérations associées aux opérations relevant jusqu'alors de ce budget annexe « Moulin Mer » seront individualisées au sein du budget principal via une antenne de gestion ;

**Article 8 :** Décide la suppression du budget annexe « Action économique » et l'intégration au budget principal de la Communauté de toutes les dépenses et recettes relevant jusqu'alors de ce budget ;

**Article 9 :** Décide en conséquence la clôture du budget annexe « Action économique » au 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;

**Article 10 :** Dit que l'ensemble des opérations associées aux opérations relevant jusqu'alors de ce budget annexe « Action économique » seront individualisées au sein du budget principal via une antenne de gestion ;

**Article 11 :** Dit que la réalisation de nouvelles zones d'activités économiques feront l'objet d'une individualisation au sein d'un nouveau budget annexe « Zones d'activités économiques » ;

**Article 12 :** Charge le comptable public à opérer toutes les écritures associées à la mise en œuvre des décisions ci-dessus.